



VILLE DE PLOEMEUR  
MORBIHAN

Envoyé en préfecture le 19/11/2018

Reçu en préfecture le 19/11/2018

Affiché le

ID : 056-215601626-20181113-DB20181105-DE

19 NOV. 2018

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNE DE PLOEMEUR

Séance Publique  
13 novembre 2018

**DEBAT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE L'ANNÉE 2019 DE LA VILLE DE PLOEMEUR**

**Etaient présents :**

Ronan LOAS, Serge LECUYER, Antoine GOYER, Hélène BOLEIS, Patricia QUERO-RUEN, Pascaline ALNO, Claudie LE BIHAN, Katherine GIANNI, Bernard CLERGEON, Pierre-Yves CAINJO, Jean-Luc MADEC, Martine LIEDOT, Anne-Valérie RODRIGUES, Armelle GEGOUSSE, Dominique QUINTIN, Isabelle LE RIBLAIR, Loïc TONNERRE, Michel ROUALO, Dominique SAURAY, Dominique DAUGES, Daniel LE LORREC, Irène BELLEC, Michel LE MESTRALLAN, Yolande ALLANIC, Jean-Guillaume GOURLAIN.

**Absents excusés ayant donné pouvoir :**

David DREGOIRE à Serge LECUYER, Patrick GOUELLO à Patricia QUERO-RUEN, Christelle CAINJO à Pascaline ALNO, Teaki DUPONT à Dominique QUINTIN, Philippe DONIES à Isabelle LE RIBLAIR, Sylvain BRITEL à Daniel LE LORREC, Nolwenn DELALEE à Yolande ALLANIC, Thierry LE FLOCH à Michel LE MESTRALLAN.

**Secrétaire de séance : Patricia QUERO-RUEN**

**Présents : 25  
Pouvoirs : 08**

DIRECTION DES RESSOURCES

n°05

**DEBAT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2019 DE LA VILLE DE PLOEMEUR**

Rapporteur : Antoine Goyer

Dans les communes de 3500 habitants et plus, le Conseil municipal doit débattre sur les orientations générales du budget primitif, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par son règlement intérieur.

Outre sa transmission au représentant de l'Etat, le rapport sur les orientations budgétaires doit être communiqué également au Président de l'établissement public de coopération intercommunale dont est membre la Commune et doit faire l'objet d'une publication.

Pour débattre des orientations générales 2019, le Conseil municipal a pris connaissance du rapport ci-joint établi à cet effet.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2312-1 et D. 2312-3 ;

**Vu** la loi de 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment l'article 107 ;

**Vu** la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 et notamment les articles 13 et 29 ;

**Vu** le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire et notamment l'article 1<sup>er</sup> ;

**Vu** l'avis de la commission « Finances, ressources humaines » du lundi 5 Novembre 2018 ;

**Vu** le rapport présenté et le débat qui s'en est suivi en séance du Conseil municipal ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après avoir débattu,**

- **PREND ACTE** que le débat d'orientation budgétaire, sur la base d'un rapport annexé, a eu lieu.

**Délibération adoptée à la MAJORITE**

**13 CONTRE** (Teaki DUPONT – Dominique QUINTIN – Philippe DONIES – Isabelle LE RIBLAIR - Loïc TONNERRE – Michel ROUALO – Dominique SAURAY – Dominique DAUGES - Michel LE MESTRALLAN – Daniel LE LORREC – Thierry LE FLOCH – Sylvain BRITEL – Irène BELLEC)

**1 abstention** (Nolwenn DELALEE)

Le registre dûment signé.

Pour extrait certifié conforme.

  
**Ronan LOAS,**  
Maire

**DIRECTION RESSOURCES**  
Rapporteur : Antoine Goyer

# **RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE L'ANNÉE 2019 DE LA VILLE DE PLOEMEUR**

| SOMMAIRE                                                                          | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Introduction                                                                      |       |
| 1. Les orientations générales du PLF pour 2019                                    | 3     |
| 1 1. Le contexte national de la préparation budgétaire 2019                       |       |
| 1.1.1 L'environnement macroéconomique                                             | 4     |
| 1.1.2 Les principales mesures pour les collectivités locales                      | 5     |
| 2. La situation financière de la collectivité (la rétrospective 2014-2018)        |       |
| 2.1 Le fonctionnement : analyse des dépenses et des recettes                      | 6-10  |
| 2.2 L'investissement : structuration du financement des dépenses d'investissement | 11-12 |
| 2.3 La dette et la trésorerie                                                     | 12-14 |
| 3. Les orientations budgétaires 2019 pour la commune                              |       |
| 3.1 Le fonctionnement                                                             | 15-20 |
| 3.1.1 Les recettes de fonctionnement                                              |       |
| a) La fiscalité                                                                   | 15-16 |
| b) Les dotations de l'Etat                                                        | 17    |
| c) Les autres produits                                                            | 18    |
| 3.1.2 Les dépenses de fonctionnement                                              |       |
| a) Les charges générales                                                          | 18    |
| b) Les dépenses de personnel                                                      | 19-20 |
| c) Les autres charges de gestion courante                                         | 20    |
| 3.1.3 La trajectoire financière envisagée                                         | 20    |
| 3.1.4 La politique de gestion de la dette et de la trésorerie                     | 21    |
| 3.2 Les priorités d'investissement en 2019                                        | 21-23 |
| 4 – Les budgets annexes                                                           | 23    |

## Introduction

Le budget est un acte essentiel dans la vie de toute collectivité territoriale car il traduit en terme financier le choix politique des élus. Le cycle budgétaire est rythmé par de nombreuses décisions dont le débat d'orientation budgétaire constitue la première étape.

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat ait lieu au conseil municipal sur les orientations générales du budget ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés dans un délai de 2 mois précédant l'examen de celui-ci.

L'article 107 4° de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) est venu modifier l'article L. 2312-1 du CGCT pour préciser un contenu obligatoire du rapport du débat d'orientations budgétaires (DOB) :

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. » « Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret. »

De plus, la LPFP 2018-2022 du 22/01/18 stipule dans le II de l'article 3 que le DOB doit faire apparaître 2 nouvelles informations :

- évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur en comptabilité générale de la section de fonctionnement
- évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette pour le budget général et les budgets annexes.

Le rapport du débat d'orientations budgétaires doit donner lieu à un débat. A l'issue de la présentation et des échanges, le rapport est soumis au vote du conseil municipal.

Le document soumis a été élaboré à partir des éléments disponibles en novembre, à savoir :

- le texte du projet de loi de finances (PLF) pour 2019 dans sa version initiale,
- le texte du projet de loi de programmation des finances publiques 2018 - 2022

Le texte de loi définitif devrait être voté fin décembre 2018.

Seront examinés successivement :

- Les orientations générales du PLF pour 2019
- La situation financière de la collectivité avec la présentation de la rétrospective financière 2014 – 2018 (prévisionnel) et les caractéristiques générales de la dette,
- Les orientations budgétaires 2019 en fonctionnement et en investissement

## **1. LES ORIENTATIONS DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2019**

### **1.1 Le contexte national de la préparation budgétaire 2019**

Le budget 2019 s'inscrit dans la continuité de l'action engagée par le Gouvernement depuis le commencement du quinquennat. Il poursuit trois priorités : libérer l'économie et le travail, protéger les Français, investir pour l'avenir en préparant les défis de demain et en transformant l'action publique.

La loi de programmation des finances publiques (LPFP) a traduit ces priorités dans une trajectoire qui prévoit, pour les années 2018 à 2022, une réduction de la part de la dette publique dans le produit intérieur brut (PIB) de 5 points, de la dépense publique de 3 points, du déficit public de 2 points et du taux de prélèvements obligatoires de 1 point à l'horizon 2022.

Le projet de loi de finances pour 2019 vient mettre en œuvre et confirmer ces orientations. Ainsi, en 2019, le déficit public s'élèverait à -1,9 % du PIB en dehors de l'effet, ponctuel, de la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en allègements généraux – venant dégrader temporairement le déficit de 0,9 point de PIB.

Après avoir ramené le déficit public à un niveau inférieur à 3 % du PIB en 2017, permettant à la France de sortir de la procédure européenne pour déficit excessif lancée à son encontre en 2009, le Gouvernement confirme la maîtrise du déficit public sous ce seuil pour les années 2018 et 2019. Ainsi, celui-ci sera maintenu en deçà de 3 % du PIB pour la troisième année consécutive.

Le budget 2019 confirme également le net ralentissement de la dépense publique voulu par le Gouvernement. Tant en 2018 qu'en 2019, la progression en volume de l'ensemble de la dépense publique sera bien inférieure aux moyennes constatées les années précédentes.

Le budget 2019 confirme ensuite la baisse des prélèvements obligatoires. Après une première baisse en 2018, passant de 45,3 à 45,0 % du PIB, le taux de prélèvements obligatoires reculerait en 2019, de 0,8 point, pour atteindre 44,2 % de la richesse nationale.

Enfin, le budget confirme la stabilisation puis la décrue de la dette publique, amorcée à partir de 2019.

#### **1.1.1 L'environnement macroéconomique**

Il devrait être marqué par :

Une moindre croissance : le PLF pour 2019 s'inscrit dans un contexte de nouvelles estimations de croissance pour les années 2018 et 2019 moins favorables qu'escomptées. Ainsi, le PIB progresserait de 1,7 % et non de 1,9 %, comme prévu initialement dans la loi de programmation. L'inflation (hors tabac) quant à elle devrait s'élever à 1,6 % en 2018 et à 1,3 % en 2019.

Une hausse du déficit public : en 2018 et en 2019, il devrait s'élever à 2,6 % du PIB. A noter que les prévisions de déficit public pour 2019 intègrent le coût de la transformation du CICE (20 milliards d'euros) mais également celui de la reprise, par l'Etat, de la dette de la SNCF. Sans ces deux mesures, le déficit public 2019 serait de 1,9 %.

Des dépenses publiques maîtrisées : leur montant progressera en volume pour 2019 de 0,6%

### 1.1.2 Les principales mesures du PLF 2019 pour les collectivités locales

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2019, n'a pas conduit à de grands bouleversements pour les collectivités. En attendant la refonte de la fiscalité locale prévue l'an prochain, les concours financiers de l'État aux collectivités sont maintenus (bien que la mission dédiée voit son enveloppe réduite), la deuxième étape de suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages est enclenchée et l'objectif de hausse contenue des dépenses à +1,2% est réaffirmée pour les grandes collectivités et établissements publics. La mise en œuvre de la LPFP 2018-2022 vise par ailleurs à réduire le besoin des collectivités de 2,6 Mds € par an.

Parmi les mesures envisagées, il convient de noter :

La stabilisation globale des concours financiers : Les concours financiers de l'Etat aux collectivités sont stables par rapport à la loi de finances initiale pour 2018, enregistrant même une légère hausse (70 M€) pour atteindre 48,65 Md€. La DGF des collectivités territoriales est maintenue à hauteur de 26,9 Md€.

Les dotations de péréquation seront par ailleurs abondées : La DSU et la DSR ont augmenté, dans de plus faibles proportions qu'en 2018 respectivement de + 90 M€ et + 10 M€. La péréquation sera néanmoins financée par la minoration des variables d'ajustement (- 144 M€) et par écrêtement.

Le FCTVA devrait s'afficher en hausse sous l'effet de la reprise de l'investissement local. Le PLF pour 2019 prévoit toutefois de reporter d'un an, au 1er janvier 2020, l'automatisation de sa gestion. Le soutien à l'investissement public local est réaffirmé avec le maintien des dotations correspondantes même si la DSIL connaîtra une baisse de 7 % en 2019.

La refonte de la dotation d'intercommunalité : Le gouvernement a également choisi de faire évoluer des modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) des EPCI et des départements. Le PLF pour 2019 prévoit de « rénover l'architecture de la dotation afin d'en simplifier le fonctionnement, d'assurer une certaine prévisibilité des attributions individuelles, de maîtriser l'augmentation annuelle du montant global et d'améliorer l'efficacité des critères de répartition ».

En matière de fiscalité locale, l'année 2019 sera marquée par la poursuite du mécanisme d'exonération de la TH (abattement de 30% en 2018, 65% en 2019 et 100% en 2020) et soumis à des conditions de ressources.

La question de la compensation des collectivités pour les 20% d'exonération des ménages restant sera abordée dans un projet de loi spécifique sur les finances locales au printemps prochain.

Les mesures salariales à destination des personnels de la fonction publique porteront sur :

1. Le gel de la rémunération des fonctionnaires,
2. L'exonération totale de la part salariale des cotisations d'assurance vieillesse de base et complémentaire sur les heures supplémentaires et complémentaires à compter du 1er septembre 2019,
3. La poursuite de l'application du protocole « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) après le report d'un an prévu dans le cadre de la loi de finances pour 2018,
4. La concertation sur les réformes de la fonction publique engagée au printemps dernier, va se poursuivre à partir de la rentrée, dans la perspective d'un projet de loi qui sera présenté au premier semestre 2019. Les principaux objectifs du gouvernement sont au nombre de quatre : rénover les instances de dialogue social, élargir le recours au contrat, renforcer "la rémunération au mérite" et mieux accompagner les évolutions professionnelles. Une concertation spécifique à la "modernisation" de la fonction publique territoriale est en cours,

5. Le nombre de contrats aidés serait une nouvelle fois réduit « au profit de l'investissement dans la formation ». Néanmoins, « 100 000 Parcours emplois compétences (PEC), contrats aidés renouvelés en 2018 en faveur d'un meilleur accompagnement et retour à l'emploi durable, devraient encore être financés en 2019 en plus de l'accompagnement des élèves en difficulté [...] qui correspond à 30.000 contrats aidés soit un total de 130.000 contrats en 2019 ».
6. La mise en place du prélèvement à la source de l'impôt à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain

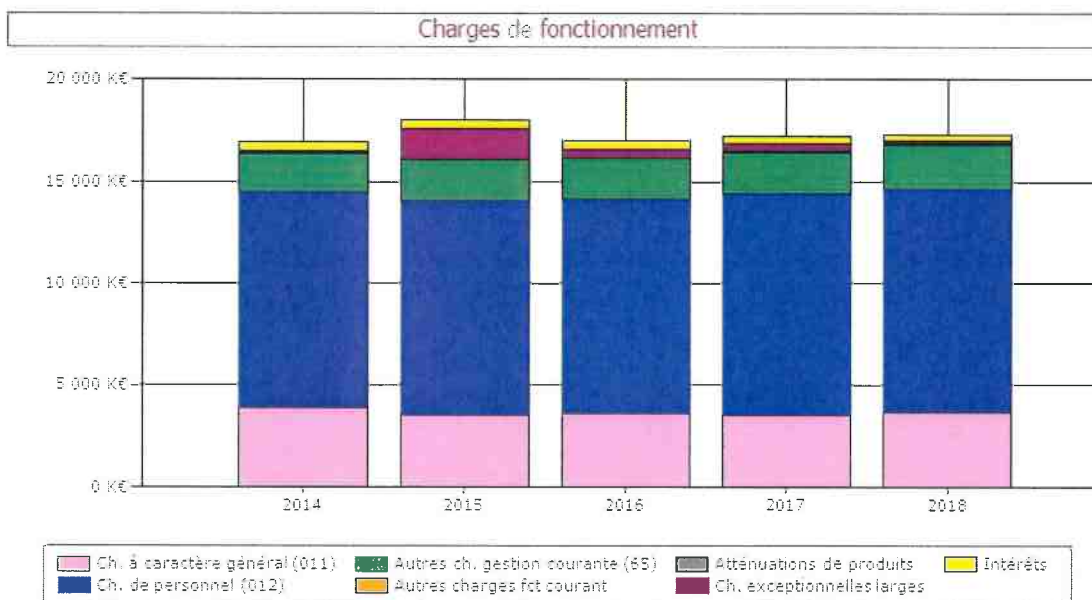
## 2. LA SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE (la rétrospective 2014-2018 (prévisionnel))

L'analyse rétrospective de la santé financière de la commune constitue un préalable indispensable avant de se projeter sur les perspectives offertes tant en exploitation qu'en matière patrimoniale. La situation financière de la ville sur la période 2014-2018 est la suivante :

### 2.1 Le fonctionnement : analyse des dépenses et des recettes

#### a) Les dépenses de fonctionnement :

| K€                                       | 2001          | 2008          | 2013          | 2014          | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | Moy<br>2014-2018 |
|------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|
| Charges fct courant strictes             | 12 115        | 14 054        | 16 209        | 16 448        | 16 019        | 16 134        | 16 447        | 16 851        | 0,49%            |
| Charges à caractère général              | 3 510         | 3 194         | 3 954         | 3 856         | 3 547         | 3 610         | 3 546         | 3 672         | -0,95%           |
| Charges de personnel                     | 7 284         | 9 164         | 10 127        | 10 586        | 10 498        | 10 479        | 10 849        | 10 950        | 0,69%            |
| Autres charges de gestion courante       | 1 321         | 1 696         | 2 128         | 1 998         | 1 974         | 2 045         | 2 052         | 2 229         | 2,31%            |
| Atténuations de produits                 | 81            | 0             | 0             | 0             | 0             | 84            | 16            | 30            | ns               |
| <b>Charges de fonctionnement courant</b> | <b>12 196</b> | <b>14 054</b> | <b>16 209</b> | <b>16 448</b> | <b>16 019</b> | <b>16 218</b> | <b>16 463</b> | <b>16 881</b> | <b>0,53%</b>     |
| Charges exceptionnelles larges           | 55            | 74            | 76            | 61            | 1 542         | 349           | 370           | 75            | ns               |
| <b>Charges de fct hors intérêts</b>      | <b>12 251</b> | <b>14 128</b> | <b>16 285</b> | <b>16 509</b> | <b>17 561</b> | <b>16 567</b> | <b>16 833</b> | <b>16 956</b> | <b>0,54%</b>     |
| Intérêts                                 | 835           | 639           | 431           | 399           | 409           | 402           | 355           | 344           | -2,77%           |
| <b>Charges de fonctionnement</b>         | <b>13 086</b> | <b>14 767</b> | <b>16 716</b> | <b>16 908</b> | <b>17 970</b> | <b>16 969</b> | <b>17 188</b> | <b>17 300</b> | <b>0,46%</b>     |



Les charges de fonctionnement courantes strictes (hors intérêt de la dette) qui regroupent les charges à caractère général, les charges de personnel et les charges de gestion courante ont évolué de **0,49%** par an en moyenne sur la période.



Les charges générales sont maitrisées avec une **évolution réelle moyenne sur la période de 0,55%** par an (avec une inflation moyenne de 0,55%) permettant ainsi de préserver les grands équilibres budgétaires.

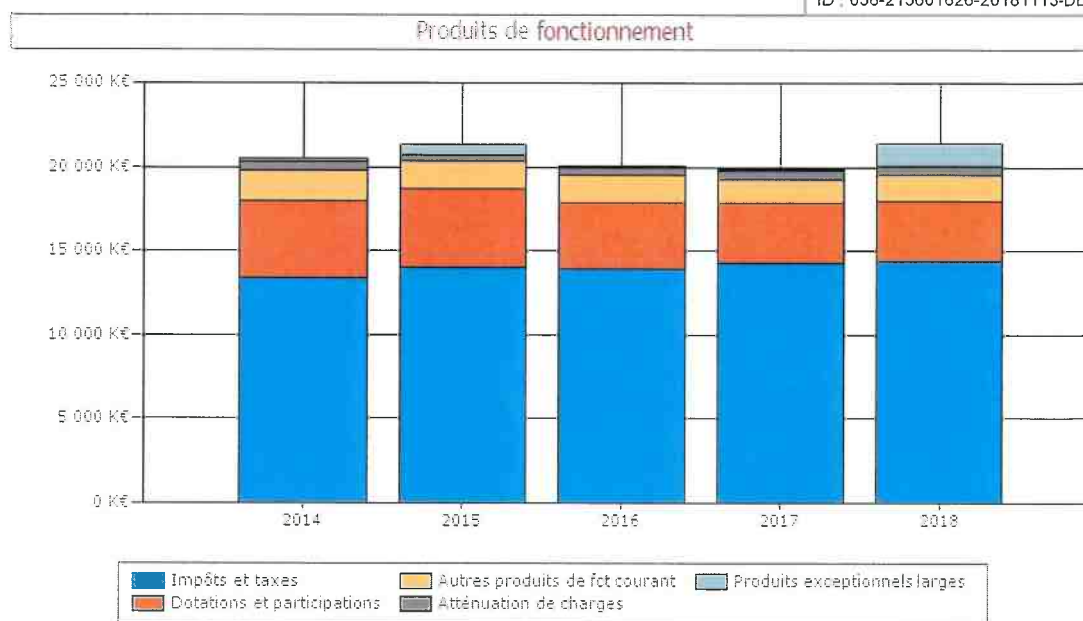
Les dépenses de personnel font l'objet de la plus grande attention dans la mesure où elles représentent plus de 60% de la section de fonctionnement. Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT, à savoir l'impact des évolutions indiciaires des carrières), les revalorisations catégorielles de salaires décidées au niveau de l'Etat, sont autant de dépenses incompressibles et de facteurs de rigidité de la masse salariale. Les mesures prises pour la maitriser (examen des remplacements après examen approfondi au cas par cas des postes et besoins concernés, politique d'amélioration des conditions de travail et d'analyse de l'absentéisme...) devraient à terme porter leurs fruits. Après un rebond constaté en 2017, l'année 2018 devrait être marquée par une nouvelle stabilité de leur évolution.

La hausse des autres charges de fonctionnement courant de 2,3% par an sur la période, s'explique principalement par l'évolution de la subvention versée par la ville au CCAS.

Les charges exceptionnelles ont quant à elles connu une évolution importante liée à un changement de périmètre budgétaire. Suite au transfert de la compétence Eau-assainissement à Lorient Agglomération et l'intégration dans les comptes de la commune des résultats des budgets de la Régie Eau et Assainissement, les écritures de reversement des résultats de la régie Eau et Assainissement à Lorient Agglomération ont été comptabilisés en 2015 avec un reversement échelonné sur 3 exercices.

**b) Les recettes de fonctionnement :**

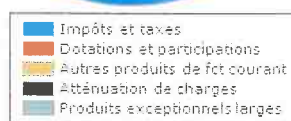
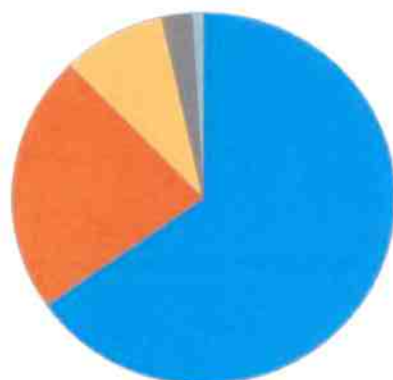
| K€                                        | 2001          | 2008          | 2013          | 2014          | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | Moy<br>2014-2018 |
|-------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|
| Produits fonctionnement courant stricts   | 16 127        | 17 460        | 19 933        | 19 809        | 20 330        | 19 492        | 19 257        | 19 572        | -0,24%           |
| Impôts et taxes                           | 8 157         | 10 449        | 13 058        | 13 393        | 14 073        | 13 955        | 14 278        | 14 368        | 1,36%            |
| Contributions directes                    | 6 831         | 9 217         | 11 746        | 11 929        | 12 279        | 12 299        | 12 335        | 12 533        | 0,96%            |
| Attribution de compensation reçue         | 0             | 109           | 104           | 104           | 104           | 104           | 104           | 80            | ns               |
| Dotation Solid. Claire reçue              | 55            | 55            | 55            | 55            | 55            | 55            | 55            | 55            | ns               |
| Attribution FPIC                          | 0             | 0             | 131           | 195           | 317           | 330           | 306           | 294           | 6,73%            |
| Taxe sur l'électricité                    | 245           | 303           | 340           | 455           | 336           | 339           | 372           | 370           | -4,59%           |
| Droits de mutation                        | 368           | 703           | 587           | 552           | 872           | 693           | 970           | 900           | 7,73%            |
| Solde impôts et taxe                      | 96            | 62            | 95            | 103           | 110           | 135           | 136           | 136           | 4,80%            |
| Dotations et participations               | 5 538         | 5 376         | 4 987         | 4 613         | 4 683         | 3 958         | 3 654         | 3 654         | -5,25%           |
| DGF                                       | 4 217         | 4 696         | 4 344         | 3 975         | 3 867         | 3 364         | 3 026         | 3 002         | -6,48%           |
| Compensations fiscales                    | 347           | 382           | 336           | 262           | 415           | 259           | 368           | 392           | 6,63%            |
| Autres produits de fct courant            | 2 432         | 1 635         | 1 888         | 1 803         | 1 574         | 1 579         | 1 325         | 1 551         | -3,25%           |
| Produits des services et du domaine (70)  | 2 357         | 1 541         | 1 831         | 1 594         | 1 502         | 1 513         | 1 268         | 1 191         | -6,77%           |
| Autres produits de gestion courante (75)  | 76            | 94            | 57            | 209           | 72            | 66            | 57            | 60            | ns               |
| Produits divers d'exploitation            | 0             | 0             | 0             | 0             | 0             | 0             | 0             | 300           | ns               |
| Atténuations de charges                   | 178           | 430           | 492           | 527           | 406           | 462           | 544           | 500           | -1,08%           |
| <b>Produits de fonctionnement courant</b> | <b>16 306</b> | <b>17 890</b> | <b>20 425</b> | <b>20 336</b> | <b>20 736</b> | <b>19 954</b> | <b>19 801</b> | <b>20 072</b> | <b>-0,26%</b>    |
| Produits exceptionnels larges             | 59            | 170           | 165           | 202           | 630           | 86            | 91            | 100           | ns               |
| Produits exceptionnels (77)               | 58            | 78            | 65            | 202           | 630           | 86            | 91            | 100           | ns               |
| <b>Produits de fonctionnement</b>         | <b>16 365</b> | <b>18 060</b> | <b>20 590</b> | <b>20 538</b> | <b>21 366</b> | <b>20 040</b> | <b>19 892</b> | <b>20 073</b> | <b>-0,46%</b>    |



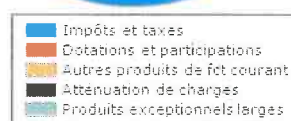
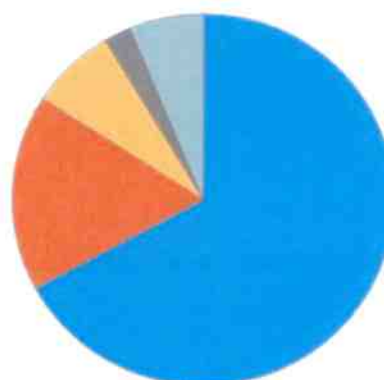
Les produits de fonctionnement courant stricts comprennent les impôts et taxes, les dotations et participations (DGF, compensations fiscales...) et les autres produits de gestion (produits des services...). Sur la période concernée, ces produits ont évolué à un rythme de -0,24% en moyenne par an accentuant de ce fait à l'effet ciseau sur les niveaux d'épargne.

Les recettes de fonctionnement en 2018 (prévision) proviennent pour plus de 2/3 des recettes des impôts et taxes, pour 17% des dotations et participations versées et pour 7% des produits des services et remboursements divers entre budgets.

Structure des produits de fct 2014



Structure des produits de fct 2018



Les produits des services qui comprennent également les refacturations entre budgets sont en baisse du fait de la fin des refacturations effectuées auprès du budget affaires économiques. Les autres produits de services sont évalués à 1,1 M€ sont stables évoluant en fonction des tarifs des différents services municipaux (restauration scolaire, accueils de loisirs, petite enfance, ...) et de la fréquentation observée dans ces services.

Le fait majeur à prendre en compte depuis 2014 est la baisse conséquente des dotations de l'Etat et en particulier la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) de la commune au titre de l'effort de redressement des comptes publics. Cette baisse de la DGF s'est traduite pour Ploemeur par un prélèvement de 167 K€ en 2014, 378 K€ en 2015, 381 K€ en 2016 et 194 K€ en 2017, soit un total de -1.120 K€ de DGF sur la période.

#### DOTATION FORFAITAIRE A COMPTER DE 2014

| K€                                             | 2001         | 2008         | 2013         | 2014         | 2015         | 2016         | 2017         | 2018         |
|------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Dotation forfaitaire de référence              | 3 454        | 3 802        | 3 677        | 3 502        | 3 505        | 3 131        | 2 763        | 2 549        |
| + Variation "DF - population"                  |              |              |              |              | 11           | 22           | -14          | -34          |
| + Variation "DF - besoin de financement"       |              |              |              |              | -7           | -9           | -6           | -6           |
| - Contribution Redressement Finances Publiques |              |              |              |              | 378          | 381          | 194          | 0            |
| <b>= Dotation forfaitaire</b>                  | <b>3 454</b> | <b>3 802</b> | <b>3 677</b> | <b>3 502</b> | <b>3 131</b> | <b>2 763</b> | <b>2 549</b> | <b>2 509</b> |

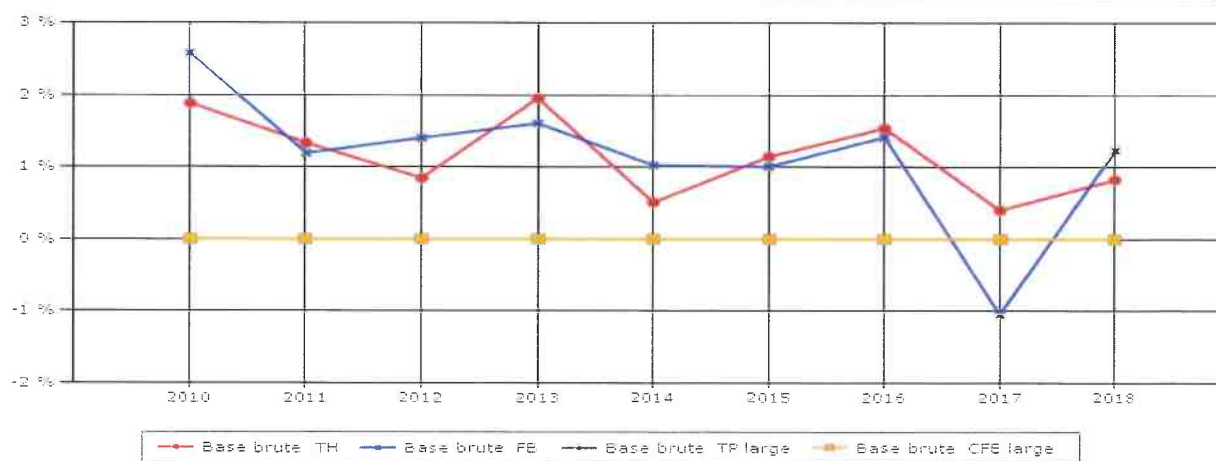
|                                                                       |     |     |     |       |       |
|-----------------------------------------------------------------------|-----|-----|-----|-------|-------|
| Info : Contribution au Redressement des Finances Publiques consolidée | 167 | 545 | 926 | 1 120 | 1 120 |
|-----------------------------------------------------------------------|-----|-----|-----|-------|-------|

#### EVOLUTION DE LA DOTATION FORFAITAIRE

|                                            | Moy.  | 2015/14 | 2016/15 | 2017/16 | 2018/17 |
|--------------------------------------------|-------|---------|---------|---------|---------|
| Evolution nominale                         | -7,6% | -10,6%  | -11,8%  | -7,7%   | 0,0%    |
| Evolution réelle (corrigée de l'inflation) | -8,1% | -10,6%  | -11,9%  | -8,7%   | -1,0%   |

La période 2009-2018 est également marquée par un ralentissement du rendement des ressources fiscales liées à un contexte de faible évolution des bases d'imposition et de réduction des compensations fiscales versées par l'Etat. A noter cependant, une légère reprise de la dynamique des bases TH et FB en 2018 par rapport à 2017.

Evolution physique des bases brutes



**Evolution des bases et produits fiscaux****TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX**

|          | 2001   | 2008   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | Moy<br>2014-2018 |
|----------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|------------------|
| Taux TH  | 15,80% | 16,51% | 17,34% | 17,34% | 17,34% | 17,34% | 17,34% | 17,34% | 0,00%            |
| Taux FB  | 28,10% | 29,36% | 30,83% | 30,83% | 30,83% | 30,83% | 30,83% | 30,83% | 0,00%            |
| Taux FNB | 40,30% | 42,11% | 44,22% | 44,22% | 44,22% | 44,22% | 44,22% | 44,22% | 0,00%            |

**BASES NETTES D'IMPOSITION**

| K€             | 2001   | 2008   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | Moy<br>2014-2018 |
|----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|------------------|
| Base nette TH  | 18 123 | 23 639 | 28 784 | 28 887 | 30 269 | 30 041 | 30 193 | 30 808 | 1,33%            |
| Base nette FB  | 13 675 | 17 873 | 21 556 | 21 950 | 22 461 | 22 700 | 22 717 | 22 994 | 0,95%            |
| Base nette FNB | 194    | 176    | 187    | 184    | 182    | 182    | 183    | 184    | -0,02%           |

**PRODUITS FISCAUX**

| K€                             | 2001         | 2008         | 2013          | 2014          | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | Moy<br>2014-2018 |
|--------------------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|
| Produit TH                     | 2 863        | 3 903        | 4 991         | 5 009         | 5 249         | 5 209         | 5 235         | 5 342         | 1,33%            |
| Produit FB                     | 3 843        | 5 248        | 6 646         | 6 767         | 6 925         | 6 998         | 7 004         | 7 089         | 0,95%            |
| Produit FNB                    | 78           | 74           | 83            | 81            | 80            | 80            | 81            | 81            | -0,02%           |
| <b>Produit 3 Taxes ménages</b> | <b>6 784</b> | <b>9 224</b> | <b>11 720</b> | <b>11 857</b> | <b>12 254</b> | <b>12 288</b> | <b>12 320</b> | <b>12 513</b> | <b>1,10%</b>     |

**COMPENSATIONS FISCALES**

| K€                            | 2001       | 2008       | 2013       | 2014       | 2015       | 2016       | 2017       | 2018       | Moy<br>2014-2018 |
|-------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------------|
| Compensations TH              | 202        | 232        | 243        | 193        | 347        | 211        | 342        | 370        | 18,34%           |
| Compensations FB              | 60         | 95         | 63         | 43         | 48         | 31         | 15         | 15         | -13,02%          |
| Compensation FNB              | 0          | 10         | 11         | 11         | 10         | 9          | 8          | 7          | -7,27%           |
| Compensations TP / CFE / CVAE | 84         | 45         | 19         | 15         | 10         | 8          | 3          | 0          | -20,00%          |
| <b>Compensations fiscales</b> | <b>347</b> | <b>382</b> | <b>336</b> | <b>262</b> | <b>415</b> | <b>259</b> | <b>368</b> | <b>392</b> | <b>9,92%</b>     |

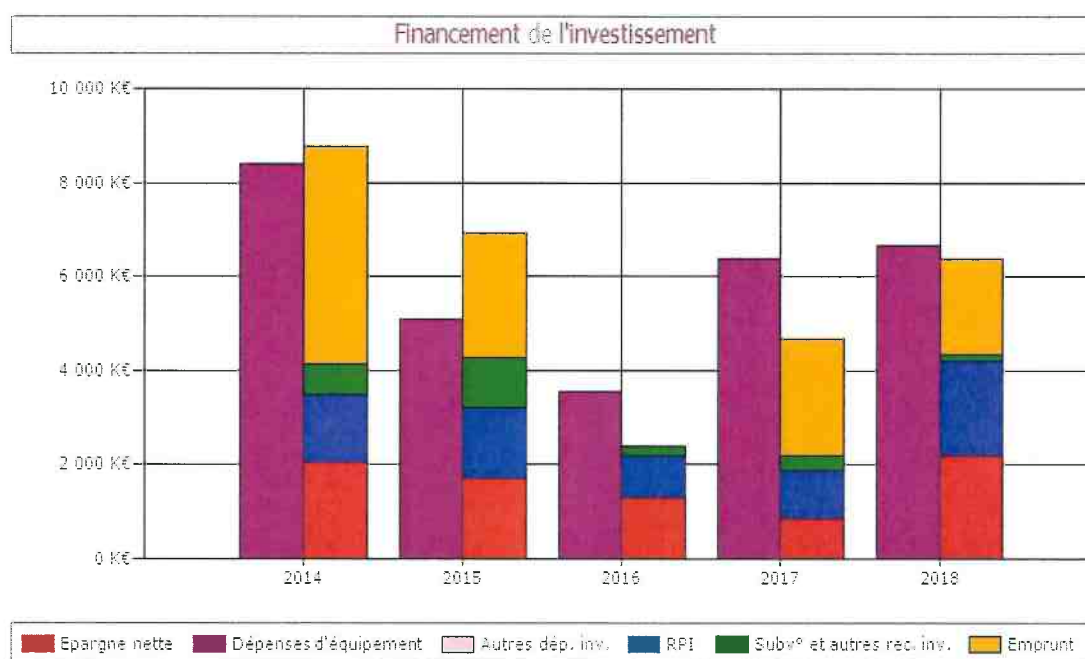
**PRODUITS FISCAUX Y COMPRIS COMPENSATIONS**

| K€                                       | 2001         | 2008         | 2013          | 2014          | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | Moy<br>2014-2018 |
|------------------------------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|
| Produit et compensation TH               | 3 066        | 4 135        | 5 234         | 5 202         | 5 596         | 5 420         | 5 577         | 5 712         | 1,96%            |
| Produit et compensations FB              | 3 903        | 5 343        | 6 709         | 6 810         | 6 973         | 7 029         | 7 019         | 7 104         | 0,86%            |
| Produit et compensation FNB              | 78           | 84           | 94            | 92            | 90            | 89            | 89            | 88            | -0,88%           |
| <b>Produits et comp. ménages</b>         | <b>7 046</b> | <b>9 561</b> | <b>12 037</b> | <b>12 104</b> | <b>12 659</b> | <b>12 539</b> | <b>12 685</b> | <b>12 905</b> | <b>1,32%</b>     |
| Produit et compensations TP / CFE / CVAE | 84           | 45           | 19            | 15            | 10            | 8             | 3             | 0             | ns               |
| <b>Produits et comp. Totaux</b>          | <b>7 131</b> | <b>9 606</b> | <b>12 056</b> | <b>12 119</b> | <b>12 668</b> | <b>12 547</b> | <b>12 688</b> | <b>12 905</b> | <b>1,29%</b>     |

## 2.2 L'investissement : la structuration du financement des dépenses

| K€                                       | 2001         | 2008         | 2013         | 2014         | 2015         | 2016          | 2017          | 2018*        |
|------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|--------------|
| Dépenses d'investissement hors dette     | 3 803        | 5 657        | 8 776        | 8 389        | 5 084        | 3 566         | 6 376         | 6 650        |
| Dépenses d'équipement                    | 3 796        | 5 593        | 8 776        | 8 389        | 5 084        | 3 566         | 6 376         | 6 650        |
| Dépenses directes d'équipement           | 3 796        | 5 593        | 8 776        | 8 389        | 5 084        | 3 566         | 6 202         | 6 650        |
| Dépenses indirectes (FdC + S.E.)         | 0            | 0            | 0            | 0            | 0            | 0             | 174           | 0            |
| <b>Dép d'inv hors annuité en capital</b> | <b>3 803</b> | <b>5 657</b> | <b>8 776</b> | <b>8 389</b> | <b>5 084</b> | <b>3 566</b>  | <b>6 376</b>  | <b>6 650</b> |
| <b>Financement de l'investissement</b>   | <b>3 878</b> | <b>5 681</b> | <b>8 095</b> | <b>8 764</b> | <b>6 939</b> | <b>2 390</b>  | <b>4 673</b>  | <b>6 258</b> |
| <b>EPARGNE NETTE</b>                     | <b>1 594</b> | <b>1 837</b> | <b>2 352</b> | <b>2 060</b> | <b>1 698</b> | <b>1 300</b>  | <b>846</b>    | <b>2 168</b> |
| Ressources propres d'inv. (RPI)          | 1 062        | 1 040        | 3 039        | 1 406        | 1 522        | 898           | 1 019         | 2 020        |
| FCTVA                                    | 505          | 767          | 813          | 1 110        | 917          | 519           | 530           | 830          |
| Produits des cessions                    | 372          | 124          | 1 868        | 8            | 296          | 169           | 251           | 130          |
| Diverses RPI                             | 186          | 149          | 358          | 288          | 309          | 210           | 238           | 1 060        |
| Fonds affectés (amendes, ...)            | 65           | 23           | 16           | 18           | 15           | 10            | 13            | 15           |
| Subventions yc DGE / DETR                | 486          | 1 281        | 1 188        | 650          | 1 024        | 182           | 295           | 145          |
| Emprunt                                  | 671          | 1 500        | 1 500        | 4 630        | 2 680        | 0             | 2 500         | 2 000        |
| <b>Variation de l'excédent global</b>    | <b>75</b>    | <b>24</b>    | <b>-681</b>  | <b>375</b>   | <b>1 855</b> | <b>-1 176</b> | <b>-1 703</b> | <b>-256</b>  |

\*Diverses RPI dont reprise du résultat du budget des affaires économiques (862 K€)



\*2018 (année prévisionnelle)

Les dépenses d'investissement représentent en moyenne sur la période 6 M€. La structuration de leur financement est marquée par une baisse de l'épargne nette (26,8%) liée notamment à la baisse des dotations d'Etat, des recettes propres d'investissement (FCTVA, TLE... : 22,8%), des subventions (7,6%) et par emprunt.

**FINANCEMENT MOYEN DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| Moyenne 2014/2018                        | K€           | €/hab         | Structure     |
|------------------------------------------|--------------|---------------|---------------|
| Dépenses d'investissement hors dette     | 6 013        | 322,24        | 100,0%        |
| Dépenses d'équipement                    | 6 013        | 322,24        | 100,0%        |
| Dépenses directes d'équipement           | 5 978        | 320,38        | 99,4%         |
| Dépenses indirectes (FdC + S.E.)         | 35           | 1,86          | 0,6%          |
| <b>Dép d'inv hors annuité en capital</b> | <b>6 013</b> | <b>322,24</b> | <b>100,0%</b> |
| <b>Financement de l'investissement</b>   | <b>5 827</b> | <b>312,29</b> | <b>96,9%</b>  |
| <b>EPARGNE NETTE</b>                     | <b>1 614</b> | <b>86,52</b>  | <b>26,8%</b>  |
| Ressources propres d'inv. (RPI)          | 1 373        | 73,58         | 22,8%         |
| FCTVA                                    | 781          | 41,86         | 13,0%         |
| Produits des cessions                    | 171          | 9,15          | 2,8%          |
| Diverses RPI                             | 421          | 22,56         | 7,0%          |
| Fonds affectés (amendes, ...)            | 14           | 0,76          | 0,2%          |
| Subventions yc DGE / DETR                | 459          | 24,61         | 7,6%          |
| Emprunt                                  | 2 367        | 126,82        | 39,4%         |
| Variation de l'excédent global           | -186         | -9,95         | -3,1%         |

A noter dans le cadre du transfert de compétences du traitement des eaux pluviales, le versement à Lorient Agglomération en 2018 d'une attribution de compensation en investissement de 82 K€.

## 2.3 La dette et la trésorerie

### 1) La Trésorerie

Les objectifs fixés en matière de trésorerie consistent à tendre vers une « trésorerie zéro » et à optimiser le recours à l'emprunt. En 2018, une ligne de Trésorerie de 1M€ a été ouverte pour faire face aux besoins de trésorerie liés à la construction du centre technique, la charge d'intérêt est à ce jour de 800 € sur l'année.

### 2) La Dette

Sur l'exercice 2018, un emprunt de 2 M€ a été contracté auprès de ARKEA BANQUE le 25 juin 2018 auquel se rajoute un emprunt de refinancement de 1,125 M€ auprès de la CAISSE D'EPARGNE.

L'encours de la dette au 31/12/2018 avoisinera 16,2 M€ comparable à celui constaté au 31/12/2017.

Il est composé de 17 emprunts (dont 3 emprunts Révolving) répartis auprès de 8 établissements bancaires.

| Capital restant dû (CRD) | Taux moyen (ExEx, Annuel) | Durée de vie résiduelle | Durée de vie moyenne | Nombre de lignes |
|--------------------------|---------------------------|-------------------------|----------------------|------------------|
| 16 207 373 €             | 2,17%                     | 10 ans                  | 5 ans et 2 mois      | 17               |

Dettes par prêteur

| Prêteur                      | CRD                 | % du CRD       |
|------------------------------|---------------------|----------------|
| ARKEA                        | 4 262 000 €         | 26,30%         |
| CAISSE D'EPARGNE             | 3 915 530 €         | 24,16%         |
| CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE | 2 233 352 €         | 13,78%         |
| SFIL CAFFIL                  | 2 188 667 €         | 13,50%         |
| SOCIETE GENERALE             | 1 857 303 €         | 11,46%         |
| DEXIA CL                     | 1 033 324 €         | 6,38%          |
| Autres prêteurs              | 717 198 €           | 4,43%          |
| <b>Ensemble des prêteurs</b> | <b>16 207 373 €</b> | <b>100,00%</b> |

La structure de la dette

| Type                        | Encours             | % d'exposition | Taux moyen (ExEx, Annuel) |
|-----------------------------|---------------------|----------------|---------------------------|
| Fixe                        | 12 983 404 €        | 80,11%         | 2,04%                     |
| Variable                    | 1 366 667 €         | 8,43%          | 0,30%                     |
| Barrière                    | 1 857 303 €         | 11,46%         | 4,42%                     |
| <b>Ensemble des risques</b> | <b>16 207 373 €</b> | <b>100,00%</b> | <b>2,17%</b>              |

L'emprunt à barrière est un emprunt à taux fixe de 4,27% qui passerait à taux variable sur l'index Euribor 1 mois si l'Euribor 1 mois atteignait 6%

Afin de limiter les risques inhérents à la gestion des emprunts, la stratégie retenue consiste à privilégier les sources de financement et notamment les prêteurs, à optimiser le type de produits contractés (taux fixe majoritairement, taux variable) en fonction de la conjoncture économique et financière. La structure de l'encours laisse ainsi apparaître une répartition de 80% en taux fixes et 20% en taux indexés (révisables ou variables)

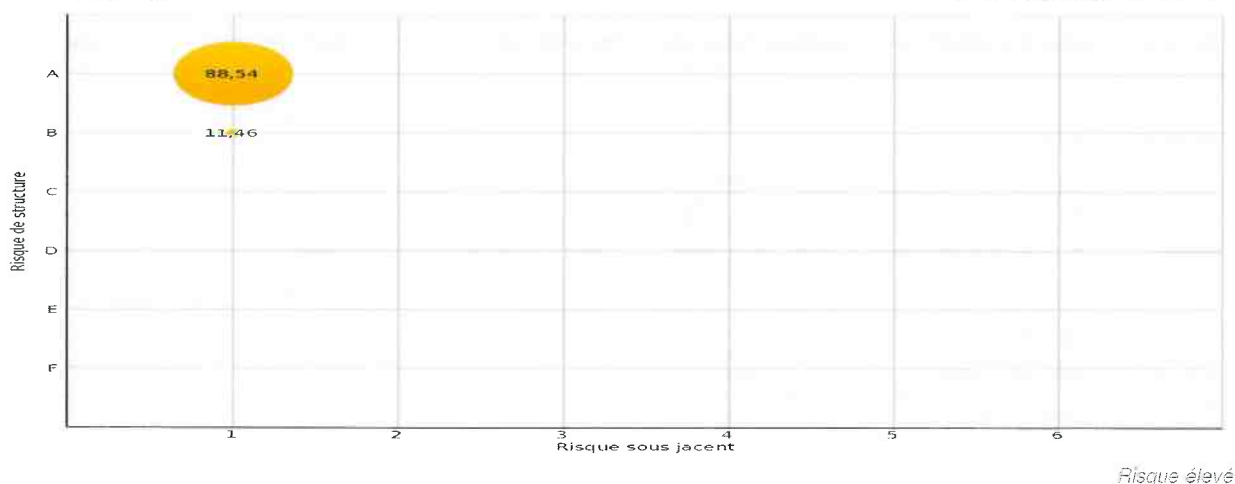
Au regard du tableau des risques de la charte de bonne conduite, dite charte Gissler, la structure des emprunts de la ville est la suivante :

Dettes classées en A1 : 14.350.070 € (16 contrats soit 88,54 % de l'encours)

Dettes classées en B1 : 1.857.303 € ( 1 contrat soit 11,46 % de l'encours)

Risque faible

Taille de la bulle = % du CRD





Le choix d'une structure de dette essentiellement composée de taux fixes et de taux variables réglementés, a permis de protéger la collectivité des emprunts structurés potentiellement « toxiques » et assure à la commune une meilleure visibilité sur l'évolution de ses charges financières sur le long terme.

Le profil d'extinction de la dette est le suivant :

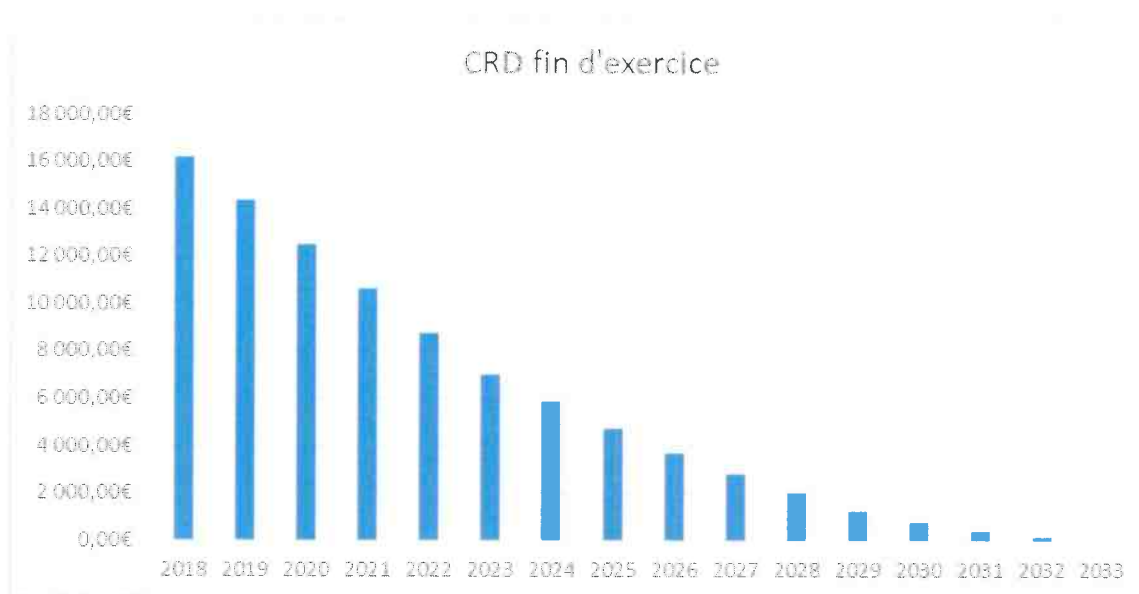


Tableau prévisionnel d'extinction de la dette

| Année de la date de début d'exercice | CRD début d'exercice | Capital amorti  | Amortissement du plafond revolving | Intérêts       | Flux total      | CRD fin d'exercice |
|--------------------------------------|----------------------|-----------------|------------------------------------|----------------|-----------------|--------------------|
| 2018                                 | 16 200 192,18 €      | 1 398 868,57 €  | 593 949,69 €                       | 350 374,95 €   | 2 343 194,21 €  | 16 207 372,92 €    |
| 2019                                 | 16 207 372,92 €      | 1 568 159,64 €  | 266 664,00 €                       | 331 620,14 €   | 2 166 443,78 €  | 14 372 549,28 €    |
| 2020                                 | 14 372 549,28 €      | 1 596 470,14 €  | 266 664,00 €                       | 287 239,56 €   | 2 150 373,70 €  | 12 509 415,14 €    |
| 2021                                 | 12 509 415,14 €      | 1 623 657,11 €  | 266 664,00 €                       | 240 820,38 €   | 2 131 141,49 €  | 10 619 094,03 €    |
| 2022                                 | 10 619 094,03 €      | 1 578 803,05 €  | 266 664,00 €                       | 192 088,48 €   | 2 037 555,53 €  | 8 773 626,98 €     |
| 2023                                 | 8 773 626,98 €       | 1 477 730,14 €  | 266 664,00 €                       | 144 707,06 €   | 1 889 101,20 €  | 7 029 232,84 €     |
| 2024                                 | 7 029 232,84 €       | 900 640,26 €    | 266 664,00 €                       | 110 784,49 €   | 1 278 088,77 €  | 5 861 928,56 €     |
| 2025                                 | 5 861 928,56 €       | 856 272,52 €    | 266 664,00 €                       | 88 943,47 €    | 1 211 879,99 €  | 4 738 992,04 €     |
| 2026                                 | 4 738 992,04 €       | 789 606,04 €    | 266 704,00 €                       | 69 021,37 €    | 1 125 331,41 €  | 3 682 682,00 €     |
| 2027                                 | 3 682 682,00 €       | 789 606,04 €    | 100 000,00 €                       | 50 010,93 €    | 939 616,97 €    | 2 793 075,96 €     |
| 2028                                 | 2 793 075,96 €       | 789 606,04 €    | 0,00 €                             | 35 703,24 €    | 825 309,28 €    | 2 003 469,92 €     |
| 2029                                 | 2 003 469,92 €       | 738 469,56 €    | 0,00 €                             | 23 986,60 €    | 762 456,16 €    | 1 265 000,36 €     |
| 2030                                 | 1 265 000,36 €       | 478 666,64 €    | 0,00 €                             | 14 514,17 €    | 493 180,81 €    | 786 333,72 €       |
| 2031                                 | 786 333,72 €         | 344 667,06 €    | 0,00 €                             | 8 322,76 €     | 352 989,82 €    | 441 666,66 €       |
| 2032                                 | 441 666,66 €         | 300 000,00 €    | 0,00 €                             | 4 249,58 €     | 304 249,58 €    | 141 666,66 €       |
| 2033                                 | 141 666,66 €         | 141 666,66 €    | 0,00 €                             | 768,34 €       | 142 435,00 €    | 0,00 €             |
| total                                |                      | 15 372 890,49 € | 2 827 301,69 €                     | 1 953 155,52 € | 20 153 347,70 € |                    |



### 3. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR LA COMMUNE EN 2019

Les incertitudes du contexte financier national et le manque de visibilité à court et moyen terme nécessitent que la collectivité poursuive en 2019 la maîtrise de ses dépenses de fonctionnement courant, avec pour objectif de maintenir le niveau de service public local offert à la population et d'optimiser ses ressources existantes

#### 3.1 - LE FONCTIONNEMENT

##### 3.1.1 Les recettes de fonctionnement

###### a) La fiscalité directe et indirecte

###### Les recettes de la fiscalité directe

Les recettes fiscales de la Ville ne pourront progresser en 2019 que grâce à la variation mécanique des bases puisqu'il a été décidé de ne pas augmenter les taux d'imposition.

Le contexte général incertain a conduit à retenir une hypothèse de variation des bases physiques relativement prudente mais en adéquation avec les évolutions des dernières années. Celle-ci a ainsi été fixée à +1% pour les bases de taxe d'habitation (TH) et à 0,3% pour la taxe foncière sur le bâti (TFB). Ces éléments permettent d'espérer une recette supplémentaire de 200 K€ en 2019.

Les compensations fiscales, quant à elles, devraient être stables à 400 K€ en 2019.

De même, par prudence, le produit fiscal attendu en 2020 évoluerait dans des proportions comparables à 2019 et permettrait d'espérer une recette supplémentaire de l'ordre de 200 K€.

#### TAUX D'IMPOSITION

|          | 2001   | 2008   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | 2020   |
|----------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Taux TH  | 15,80% | 16,51% | 17,34% | 17,34% | 17,34% | 17,34% | 17,34% | 17,34% | 17,34% | 17,34% |
| Taux FB  | 28,10% | 29,36% | 30,83% | 30,83% | 30,83% | 30,83% | 30,83% | 30,83% | 30,83% | 30,83% |
| Taux FNB | 40,30% | 42,11% | 44,22% | 44,22% | 44,22% | 44,22% | 44,22% | 44,22% | 44,22% | 44,22% |

Conformément à ses engagements, la Municipalité maintiendra les taux d'imposition aux termes du mandat.

#### BASES D'IMPOSITION PREVISIONNELLES

| K€             | 2001   | 2008   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | 2020   |
|----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Base nette TH  | 18 123 | 23 639 | 28 784 | 28 887 | 30 269 | 30 041 | 30 193 | 30 808 | 31 427 | 32 091 |
| Base nette FB  | 13 675 | 17 873 | 21 556 | 21 950 | 22 461 | 22 700 | 22 717 | 22 994 | 23 301 | 23 670 |
| Base nette FNB | 194    | 176    | 187    | 184    | 182    | 182    | 183    | 184    | 186    | 188    |

#### PRODUITS FISCAUX PREVISIONNELS

| K€                      | 2001  | 2008  | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | 2020   |
|-------------------------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Produit TH              | 2 863 | 3 903 | 4 991  | 5 009  | 5 249  | 5 209  | 5 235  | 5 342  | 5 449  | 5 565  |
| Produit FB              | 3 843 | 5 248 | 6 646  | 6 767  | 6 925  | 6 998  | 7 004  | 7 089  | 7 184  | 7 297  |
| Produit FNB             | 78    | 74    | 83     | 81     | 80     | 80     | 81     | 81     | 82     | 83     |
| Produit 3 Taxes ménages | 6 784 | 9 224 | 11 720 | 11 857 | 12 254 | 12 288 | 12 320 | 12 513 | 12 715 | 12 945 |

**COMPENSATIONS FISCALES PREVISIONNELLES**

| K€                            | 2001       | 2008       | 2013       | 2014       | 2015       | 2016       | 2017       | 2018       | 2019       | 2020       |
|-------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Compensations TH              | 202        | 232        | 243        | 193        | 347        | 211        | 342        | 370        | 377        | 385        |
| Compensations FB              | 60         | 95         | 63         | 43         | 48         | 31         | 15         | 15         | 16         | 11         |
| Compensation FNB              | 0          | 10         | 11         | 11         | 10         | 9          | 8          | 7          | 7          | 7          |
| Compensations TP / CFE / CVAE | 84         | 45         | 19         | 15         | 10         | 8          | 3          | 0          | 0          | 0          |
| <b>Compensations fiscales</b> | <b>347</b> | <b>382</b> | <b>336</b> | <b>262</b> | <b>415</b> | <b>259</b> | <b>368</b> | <b>392</b> | <b>400</b> | <b>402</b> |

**PRODUITS FISCAUX Y COMPRIS COMPENSATIONS**

| K€                                       | 2001         | 2008         | 2013          | 2014          | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | 2019          | 2020          |
|------------------------------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Produit et compensation TH               | 3 066        | 4 135        | 5 234         | 5 202         | 5 596         | 5 420         | 5 577         | 5 712         | 5 826         | 5 950         |
| Produit et compensations FB              | 3 903        | 5 343        | 6 709         | 6 810         | 6 973         | 7 029         | 7 019         | 7 104         | 7 200         | 7 308         |
| Produit et compensation FNB              | 78           | 84           | 94            | 92            | 90            | 89            | 89            | 88            | 89            | 90            |
| <b>Produits et comp. ménages</b>         | <b>7 046</b> | <b>9 561</b> | <b>12 037</b> | <b>12 104</b> | <b>12 659</b> | <b>12 539</b> | <b>12 685</b> | <b>12 905</b> | <b>13 115</b> | <b>13 348</b> |
| Produit et compensations TP / CFE / CVAE | 84           | 45           | 19            | 15            | 10            | 8             | 3             | 0             | 0             | 0             |
| <b>Produits et comp. Totaux</b>          | <b>7 131</b> | <b>9 606</b> | <b>12 056</b> | <b>12 119</b> | <b>12 668</b> | <b>12 547</b> | <b>12 688</b> | <b>12 905</b> | <b>13 115</b> | <b>13 348</b> |

**Les recettes de la fiscalité indirecte**

La dynamique des droits de mutation constatée depuis 2015 (872 K€ en 2015, 692 K€ en 2016, 970 K€ en 2017 et 850 K€ estimés en 2018), permet de réajuster à la hausse (750 K€) le montant de ces recettes pour 2019 et 2020.

**Les recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales sont les recettes qui ne sont pas issues de la fiscalité directe. Elles proviennent principalement des dotations et concours de l'Etat, des reversements de fiscalité par Lorient Agglomération et de divers produits perçus par la collectivité au titre des redevances, loyers et autres taxes qu'elle a institués. Elles devraient également être stables en 2019.

**b) Les dotations et concours de l'Etat**

La contribution des collectivités territoriales à l'effort de maîtrise des dépenses publiques (réfaction de 1,5 Mds € en 2014 et 11 Mds € entre 2015 et 2017) a été conséquente pour Ploemeur comme l'indique le tableau ci-dessous :

**POPULATION DGF**

|                                 | 2014          | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | 2019          | 2020          |
|---------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Population totale               | 18 504        | 18 638        | 18 826        | 18 808        | 18 524        | 18 524        | 18 524        |
| Résidences secondaires          | 1 631         | 1 599         | 1 608         | 1 504         | 1 463         | 1 463         | 1 463         |
| Majoration places de caravane * | 16            | 16            | 32            | 16            | 16            | 16            | 16            |
| <b>Population DGF</b>           | <b>20 151</b> | <b>20 253</b> | <b>20 466</b> | <b>20 328</b> | <b>20 003</b> | <b>20 003</b> | <b>20 003</b> |

(\*) Le nombre de places est x par 2 si la commune est éligible à la DSU ou à la DSR bourg-centre en n-1

**DGF et FONDS DE PEREQUATION**

| K€                                            | 2014         | 2015         | 2016         | 2017         | 2018         | 2019         | 2020         |
|-----------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Dotation forfaitaire (DF)                     | 3 502        | 3 131        | 2 763        | 2 549        | 2 549        | 2 542        | 2 534        |
| Effet variation de population                 | -6           | 11           | 22           | -14          | -34          | 0            | 0            |
| Effet prélèvement pour péréquation            | -2           | -7           | -9           | -6           | -6           | -7           | -8           |
| Contribution RFP                              | -167         | -375         | -381         | -194         | 39           | 0            | 0            |
| <b>+ Dotation aménagement (DSU, DSR, DNP)</b> | <b>473</b>   | <b>736</b>   | <b>601</b>   | <b>477</b>   | <b>453</b>   | <b>443</b>   | <b>429</b>   |
| dont DSU                                      | 0            | 235          | 118          | 0            | 0            | 0            | 0            |
| dont DNP                                      | 473          | 501          | 483          | 477          | 453          | 443          | 429          |
| <b>= DGF (A)</b>                              | <b>3 975</b> | <b>3 867</b> | <b>3 364</b> | <b>3 026</b> | <b>3 002</b> | <b>2 984</b> | <b>2 963</b> |

|                            |     |     |     |     |     |     |     |
|----------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| = Fonds de péréquation (B) | 195 | 317 | 330 | 306 | 294 | 287 | 273 |
|----------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|

|                            |     |     |     |     |     |     |     |
|----------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Compensations fiscales (C) | 262 | 350 | 259 | 368 | 392 | 400 | 402 |
|----------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|

|                           |       |       |       |       |       |       |       |
|---------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| DOTATIONS (A) + (B) + (C) | 4 432 | 4 534 | 3 953 | 3 700 | 3 688 | 3 671 | 3 638 |
|---------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|

#### EVOLUTION REELLE DE LA DGF COMMUNALE

|                                        | Moy.         | 2015/14      | 2016/15       | 2017/16       | 2018/17      | 2019/18      | 2020/19      |
|----------------------------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| Dotation forfaitaire (DF)              | -5,9%        | -10,6%       | -11,9%        | -8,7%         | -1,0%        | -1,3%        | -1,3%        |
| Dotation d'aménagement (DSU, DSR, DNP) | -2,3%        | 55,6%        | -18,5%        | -21,4%        | -6,1%        | -3,2%        | -4,1%        |
| <b>DGF</b>                             | <b>-5,4%</b> | <b>-2,7%</b> | <b>-13,2%</b> | <b>-10,9%</b> | <b>-1,8%</b> | <b>-1,6%</b> | <b>-1,7%</b> |
| <b>Fonds de péréquation</b>            | <b>5,0%</b>  | <b>62,6%</b> | <b>3,9%</b>   | <b>-8,2%</b>  | <b>-4,9%</b> | <b>-3,4%</b> | <b>-5,7%</b> |
| <b>Compensations fiscales</b>          | <b>6,7%</b>  | <b>33,6%</b> | <b>-26,1%</b> | <b>40,7%</b>  | <b>5,5%</b>  | <b>1,1%</b>  | <b>-0,5%</b> |
| <b>Dotations</b>                       | <b>-3,9%</b> | <b>2,3%</b>  | <b>-13,0%</b> | <b>-7,3%</b>  | <b>-1,3%</b> | <b>-1,4%</b> | <b>-1,9%</b> |

|           |       |       |       |       |       |       |       |
|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Inflation | 0,70% | 0,00% | 0,20% | 1,00% | 1,00% | 1,00% | 1,00% |
|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|

\*Années 2018 et 2019 prévisionnelles

Comme l'année 2018, l'année 2019 devrait être marquée par une pause relative dans la baisse des dotations et concours de l'Etat. Si la dotation forfaitaire resterait stable par rapport à 2018 (2 542K€ en 2019 contre 2 549 K€ en 2018), la dotation nationale de péréquation (DNP) devrait évoluer à la baisse (-10 K€ par rapport à 2018).

De même, alors qu'à sa mise en place, l'objectif du Fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC) était d'atteindre 2% des recettes fiscales du bloc communal, le montant est, à nouveau fixé, à 1 Mds € en 2019, comme en 2016, 2017 et 2018. De ce fait, comme en 2018, son montant est revu à la baisse à 287 K€ en 2019 contre 294 K€ en 2018.

#### c) Les autres produits

La tendance à la stabilité de ces recettes se confirme en 2019. La politique de rigueur imposée par l'Etat dans le cadre du plan de retour à l'équilibre des finances publiques se traduit également par une baisse des participations versées par l'Etat et d'autres organismes.

Cette baisse ne pourra en effet être réellement compensée par une politique plus dynamique en matière de produits des services qui ne représentent que 6% des recettes totales de fonctionnement de la collectivité. Les tarifs 2019 seront réévalués cependant en moyenne de 2% avec des adaptations dans certains secteurs pour tenir compte de l'inflation.

Les remboursements de charges de personnel (compagnies d'assurances, CPAM, Etat...) seront maintenus pour tenir compte de la fin des remboursements de salaires des contrats emplois d'avenir et inscrites en conséquence à hauteur de 430 K€ en 2019.

### 3.1.2 Les dépenses de fonctionnement

#### a) Les charges générales

Les charges générales regroupent les dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité : achats de consommables, consommations diverses (fluides, fournitures...), l'entretien du patrimoine, du matériel et des espaces publics...

La ville poursuivra en 2019 la maîtrise de ses dépenses de fonctionnement courant tout en veillant à maintenir le niveau de service public local offert à la population. Les efforts demandés aux gestionnaires de crédits devront se poursuivre sur les exercices suivants afin de garantir l'équilibre budgétaire et préserver la santé financière de la ville. De même, la rationalisation des dépenses par la mise en place systématique de nouveaux marchés publics devrait permettre de générer de nouvelles économies.

La hausse des charges générales de fonctionnement se limiterait à 1% afin de prendre en compte notamment :

- Le renouvellement du parc de copieurs de la collectivité et le choix de la location/maintenance plutôt que l'acquisition des matériels (35 K€). Ce choix est également effectué dans le cadre du renouvellement du parc informatique des écoles publiques (+30 K€),
- La redevance spéciale des ordures ménagères applicable à l'ensemble des équipements publics (+40K€),
- La mutualisation avec Lorient Agglomération de la démarche de mise en conformité de la protection des données à caractère personnel (RGPD) : +15 K€
- L'ajustement de certains comptes (maintenance progiciels, énergie...) pour tenir compte de l'estimation des réalisations de l'année 2018.

#### b) Les dépenses de personnel et les orientations de la politique de gestion des ressources humaines

Les dispositions de la loi NOTRe du 7/08/2015 prévoient que les collectivités locales doivent désormais à l'occasion de la présentation du DOB préciser l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. C'est l'objet de l'annexe jointe au présent rapport.

#### L'exécution prévisionnelle 2018 et l'évolution prévisionnelle de la masse salariale

Début octobre, l'exécution budgétaire est la suivante :

|                                              | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | BP 2019       |
|----------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses                                     |               |               |               | (estimation)  |               |
| 011 Charges générales                        |               |               |               |               |               |
| 6184 - Frais de formation                    | 39 081,76     | 75 577,58     | 69 665,86     | 70 000,00     | 80 000,00     |
| 012 Charges de personnel                     | 10 498 109,34 | 10 478 550,39 | 10 848 830,86 | 11 035 000,00 | 11 100 000,00 |
| Recettes                                     |               |               |               |               |               |
| 013 Remboursement charges de personnel       | 406 426,12    | 462 056,96    | 543 639,43    | 480 000,00    | 430 000,00    |
| 70 70841/70848 : Personnel mis à disposition | 58 746,35     | 120 321,28    | 75 706,23     | 8 000,00      | 10 000,00     |

La masse salariale, premier poste du budget de fonctionnement, représente plus de 60% des dépenses réelles de fonctionnement.

Elle devrait connaître après 2018 une nouvelle stabilité en 2019 marquée cependant par les facteurs suivants :

- 1) **Les facteurs externes** avec notamment le gel du point d'indice de rémunération des fonctionnaires, la défiscalisation des heures supplémentaires, la relance des mesures de politique salariale prévues dans le cadre de l'accord relatif à l'avenir de la fonction publique visant la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations (PPCR).
- 2) **Les facteurs internes** avec en particulier l'évolution de l'absentéisme médical et ses conséquences sur le coût de l'assurance statutaire des agents de la collectivité et le recours aux agents contractuels, les impacts financiers de la politique de reclassement professionnel des agents devenus inaptes à leur fonction, l'ajustement du régime indemnitaire suite à l'instauration du complément indemnitaire d'activité dans le cadre de la mise en place du RIFSEEP, la volonté de développer l'apprentissage dans la collectivité...

Cette masse salariale affichera donc en 2019 un montant comparable à celui de 2018 soit 11,1 M€. Les impacts des effets des déroulements de carrière, des provisions pour remplacement d'agents absents et de l'impact des mesures nationales prises seront notamment compensés budgétairement par la fin des contrats aidés décidée par l'Etat, deux postes ayant été créés pour compenser leur suppression.

#### Les orientations de la politique des ressources humaines

Pour accompagner les mutations et fédérer les collectifs de travail, la politique RH de la collectivité devra s'appuyer au cours des prochaines années sur 3 principaux axes :

1. Assurer les fondamentaux en matière de règles de gestion et moderniser la fonction RH à savoir :
  - a) Maintenir les règles de gestion RH dans un objectif d'équité, de convergence et de respect du réglementaire,
  - b) Disposer d'outils de communication et de relais auprès des directions pour assurer un relais des informations RH auprès des agents,
  - c) Mettre en œuvre des démarches prospectives pour anticiper et accompagner le changement (Gestion Prévisionnelle des Emplois des effectifs et des Compétences).
2. Accompagner les agents dans leurs parcours professionnels, les managers et les collectifs de travail :
 

Des réflexions seront engagées pour approfondir et favoriser le développement de parcours professionnels internes, promouvoir le développement des compétences (Ex : parcours à destination des managers) ...
3. Mettre en œuvre la responsabilité sociale de l'employeur et veiller à l'amélioration des conditions de travail.
 

Sur la base du diagnostic conduit en 2017 sur les conditions de travail, un plan d'action est en cours de construction, visant à mieux prévenir les risques psychosociaux en agissant positivement sur les conditions d'emploi, les facteurs organisationnels et relationnels susceptibles d'impacter la qualité de vie au travail.

De plus, face à l'accélération des mutations du travail, il semble également utile de s'interroger sur la place du numérique (ex : droit à la déconnexion) ou d'expérimenter de nouvelles formes d'organisation du travail (ex : télétravail).

### c) Les autres charges de gestion courante (vie associative, action sociale...)

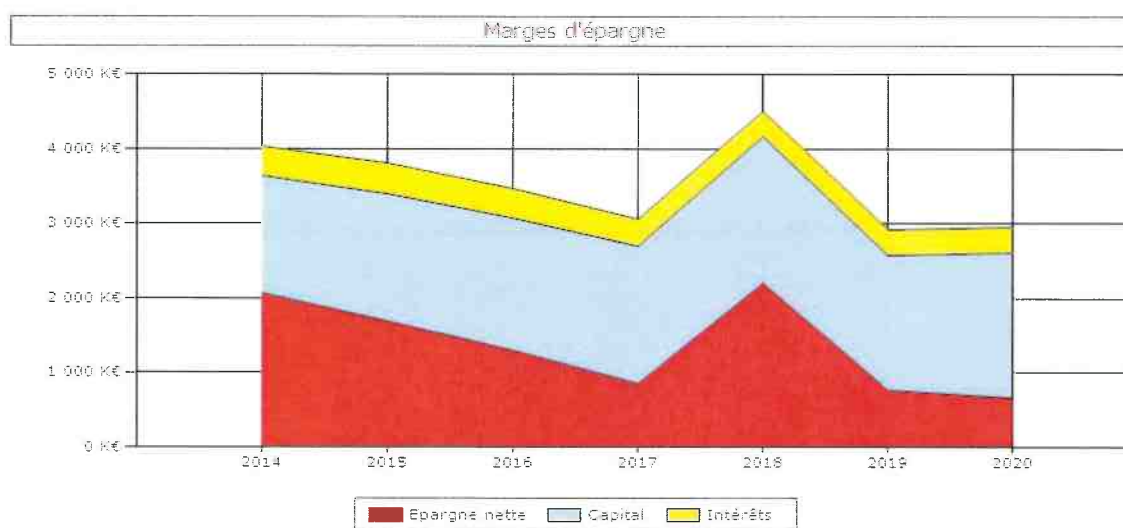
La ville de Ploemeur est une ville riche d'une intense vie associative. Une multitude de projets, d'actions, d'animations, ... sont proposées tout au long de l'année aux ploemeurois. La Municipalité reconnaît cette richesse et cette vitalité comme une identité très forte de la commune et malgré le contexte financier contraint, a maintenu une politique visant à faire des associations des partenaires privilégiés de la vie de la commune. Celle-ci s'est traduite et continuera à se traduire par un soutien fort, que ce soit en termes de subventions directes dont l'enveloppe sera maintenue en 2019 et 2020, mais aussi de mises à disposition d'équipements et d'installation, de supports ou d'interventions techniques dans un cadre de décision structuré.

La ville poursuivra par l'intermédiaire de son CCAS une politique d'action sociale globale visant à lutter contre les inégalités, permettre l'accès effectif aux droits sociaux des personnes et favoriser la cohésion sociale. Elle se traduira notamment dans le cadre de sa politique de logement par la mise en place d'une politique de développement de la mixité intergénérationnelle, en faisant évoluer son parc de logements (résidences partagées...) et en poursuivant ses actions en matière de solidarités, de cohésion sociale et de santé.

Le montant de la subvention d'équilibre 2019 sera ajusté aux besoins de financement de la politique sociale menée par le CCAS.

#### 3.1.3 La trajectoire financière envisagée

La participation des collectivités locales au redressement des finances publiques nationales depuis des années s'est traduite par une dégradation progressive de leur autofinancement affecté au financement de l'investissement. Malgré les efforts indispensables menés depuis plusieurs années pour contenir ses dépenses de fonctionnement, Ploemeur n'a pu pour autant compenser intégralement la perte des moyens d'action du fait de la baisse de ses dotations de fonctionnement dont le montant s'élève à 1,12 M€. Aussi, les projets d'investissement 2019 sont donc évalués à nouveau dans un cadre financier contraint.



Le graphe ci-dessus permet de constater une érosion progressive des épargnes impactées fortement par la baisse des dotations (1,1 M€) et donc de la capacité de financement de l'investissement. Cette érosion devrait se stabiliser en 2019 et 2020 sous l'effet des mesures de maîtrises des dépenses de fonctionnement et du maintien relatif des dotations d'Etat mais impose une grande vigilance pour préserver le financement des investissements et maintenir l'offre et la qualité du service public.

### 3.1.4 LA POLITIQUE DE GESTION DE LA DETTE

La ville a réalisé un programme d'emprunt de 2 millions d'euros pour financer son programme d'investissement 2018. Compte tenu du contexte des taux, les frais financiers devraient évoluer à la baisse en 2019 tout comme l'annuité qui s'établira à :

| 2019                  | 2018        |
|-----------------------|-------------|
| Capital : 1 834 824 € | 1 992 819 € |
| Intérêts : 331 561 €  | 350 375 €   |
| -----                 | -----       |
| 2 166 385 €           | 2 343 194 € |

La stratégie retenue en matière de gestion de dette consiste à diversifier les sources de financement et notamment les prêteurs, à optimiser le type de produits contractés (taux fixe, taux variable) en fonction de la conjoncture économique et financière et de maintenir une structure de dette essentiellement composée de taux fixes et de taux variables réglementés.

Dans le cadre de sa gestion active de la dette, la ville a renégocié un emprunt de 1,125 M€ en 2018. Cette opération de réaménagement s'inscrit dans une optique de sécurisation des taux, en privilégiant les financements à taux fixe pour figer la charge d'intérêts des années à venir à des niveaux de taux bas mais également dans une optique d'optimisation des conditions financières.

En matière de Trésorerie, compte tenu des programmes d'investissement à financer, le recours au financement temporaire par une ligne de Trésorerie plus conséquente pourrait être à envisager pour éviter d'éventuelles tensions liées au calage des emprunts à réaliser.

### 3.2 LES PRIORITES EN INVESTISSEMENT POUR 2019

Les objectifs envisagés suivent les différentes politiques publiques portées :

En termes d'aménagement et cadre de vie, par le développement du dynamisme du centre-ville, la valorisation des sites naturels et historiques et la poursuite de la mise en place du plan rationnel d'entretien et d'amélioration du patrimoine bâti et non bâti de la commune.

En termes de services proposés à la population, par la recherche continue d'amélioration des conditions d'accueils des familles dans les différentes infrastructures communales, par des actions favorisant l'installation de jeunes ménages sur la commune.

#### a) Les priorités pour 2019

La stratégie financière de la Municipalité s'est attachée à mettre en œuvre une programmation sélective de ses investissements en privilégiant les projets structurants préparant l'avenir dans le cadre d'un recours mesuré de l'emprunt, permettant de maintenir sur la durée, les marges de manœuvre financières compte tenu du contexte contraint des finances publiques locales.

En 2019, la collectivité déploiera cette stratégie d'investissement d'un montant d'au moins 5 M€ autour des axes suivants :

1. **PLOEMEUR 2030** et la requalification urbaine du centre-ville en vue de dessiner une ville plus attractive, qui affirmera encore plus sa vocation d'habitat et favorisera en son cœur le développement d'une offre commerciale diversifiée,



**2. Services et vie associative : poursuite ou réalisation de projets structurants** avec l'achèvement de la construction du site de Kerdroual qui abritera le Pole Equipement et Développement Local, l'aménagement d'un bâtiment pour accueillir, conserver et valoriser les archives de Ploemeur, la mise à disposition d'un équipement dédié à la vie associative (maison des ploemeurois)

**3. Le lancement d'études en vue de bâtir un programme pluri-annuels d'équipements dans le cadre du futur contrat d'attractivité touristique**, outil au service de la stratégie touristique de la commune,

**4. L'amélioration du cadre de vie** avec notamment la poursuite de l'aménagement de la plaine Oxygène et la création d'un jardin du souvenir,

**5. Une politique de développement durable et d'entretien des espaces naturels** avec la poursuite des programmes de déplacement doux, la Conception, Réalisation, Exploitation et Maintenance (CREM) pour des rénovations énergétiques à la piscine Océanis,...

**6. La poursuite d'un programme de mise aux normes, d'accessibilité et de sécurisation du patrimoine bâti et des espaces publics** à travers notamment la rénovation du patrimoine bâti de la collectivité avec une priorité donnée également à la sécurisation des bâtiments en particulier des groupes scolaires.

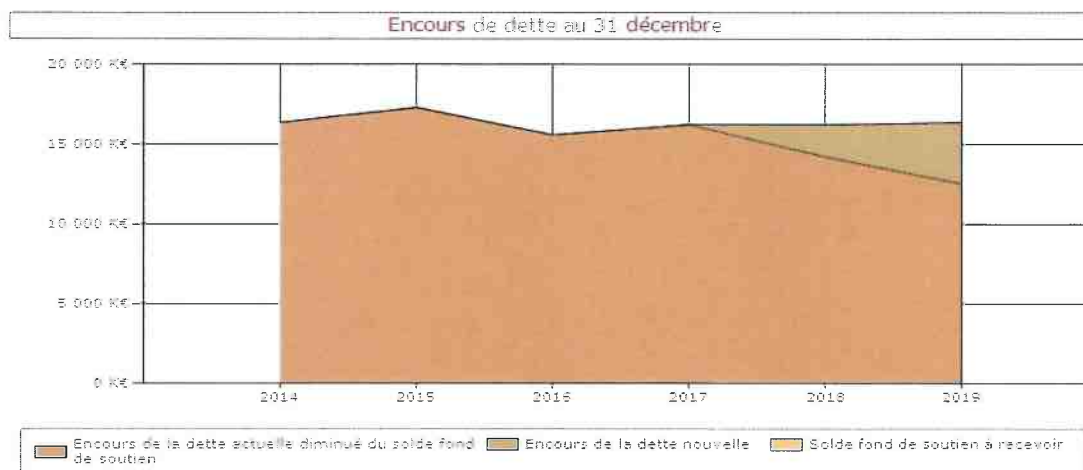
b) Le financement du programme d'investissement

Pour permettre la réalisation de ces projets d'investissement, la collectivité s'attachera à rechercher tout type de financement complémentaire auprès des partenaires (CD56, la Région, l'Etat et l'Europe).

A ce stade de la préparation budgétaire, le financement du programme d'investissement serait assuré par :

- les recettes propres d'investissement (FCTVA, taxe d'urbanisme) estimées à 1 M€,
- des subventions et participations des autres collectivités évaluées à 300 K€,
- des cessions foncières du patrimoine estimées à 0,9 M€ K€ et notamment le bâtiment de l'ex-gendarmerie,
- l'autofinancement dégagé de la section de fonctionnement qui avoisinerait 1,3 M€, montant comparable à celui prévu en 2018,
- l'emprunt de l'ordre de 3 M€, dont le montant sera affiné en fonction de l'autofinancement dégagé.

c) Les perspectives en termes d'encours de dette fin 2019





Sur la base d'un emprunt contenu à 3 M€ en 2019, l'encours de la dette devrait être proche de celui constaté en 2017 et 2018 et inférieur à l'objectif fixé par la municipalité.

Le ratio d'endettement devra de ce fait évoluer dans une fourchette comprise entre 6 et 6,5 années.

En conclusion, le projet de budget 2019 devrait traduire la volonté de la Municipalité de poursuivre une action publique volontariste tout en préservant les équilibres financiers dans un contexte contraint des finances communales.

#### **4 – LES BUDGETS ANNEXES**

La ville a individualisé certaines activités à travers 2 budgets annexes :

- le budget de la cuisine centrale
- le budget de la zac de Kerdroual

##### Le budget de la cuisine centrale

Les dépenses devraient être en hausse de 4% par rapport à 2018 principalement en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires.

Les recettes sont cependant attendues également en hausse, l'équilibre du budget ne nécessitant pas de ce fait pas l'inscription de subvention d'équilibre versée par le budget principal.

Côté investissement, la dotation aux amortissements (40 K€) financera le renouvellement des équipements de la cuisine.

##### Le budget zac de Kerdroual

Il sera ajusté en fonction des réalisations constatées en 2018 à la date d'élaboration du budget sans que soient modifiées les inscriptions budgétaires initiales.

## ANNEXE 1 - Les ressources humaines à Ploemeur

Parmi les leviers transversaux mobilisés pour contenir la progression des dépenses de fonctionnement, la gestion des ressources humaines joue un rôle majeur, en contribuant par une allocation optimale des moyens humains à la réalisation des politiques publiques, tout en veillant à la stabilisation des effectifs et à la maîtrise de la masse salariale

### 1) Les effectifs

A la date de rédaction de ce document, l'état des effectifs est le suivant :

Postes budgétaires : 233,925 ETP

Effectifs pourvus : 219,425 ETP

Effectifs d'agents non titulaires : 49,77 ETP

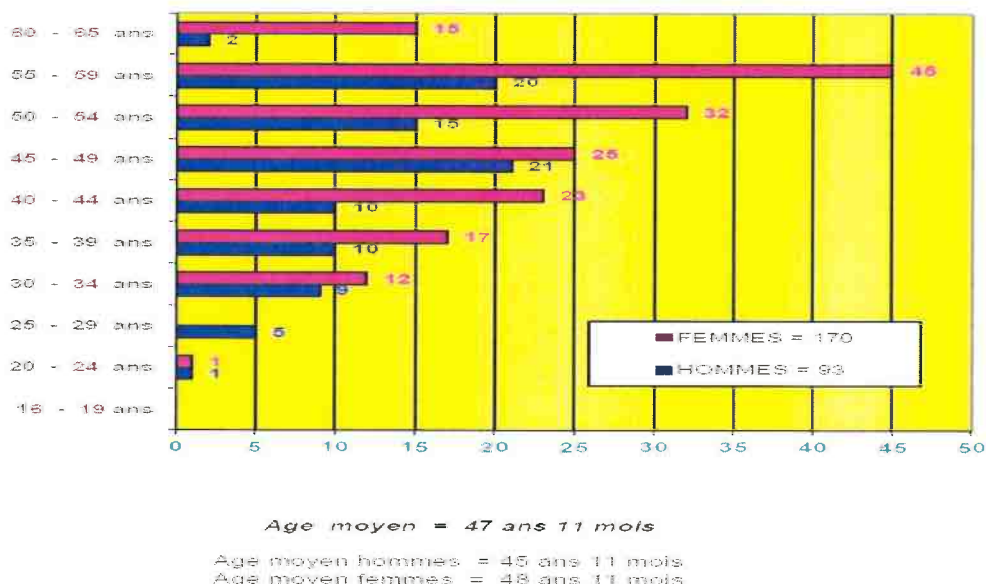


Le personnel de la collectivité reste majoritairement féminin (67% en 2017 contre 70% des effectifs en 2016). Elles assument pour près de 51% des fonctions d'encadrement de catégorie A et B. Le taux d'encadrement avoisine 20% dans la collectivité sans prendre en considération les agents de catégorie C assurant des missions d'encadrement.

La répartition des effectifs par filière est le reflet de la diversité des compétences exercées par les agents de la ville et du CCAS. Les effectifs permanents relèvent principalement des filières technique (50 %), près d'un tiers relèvent de la filière administrative (26 %) et les autres filières (culturelle, sportive, animation, sociale et médico-sociale) représentent 24 % des effectifs.

En 2017, la moyenne d'âge des agents de la collectivité s'établit à 46 ans et 2 mois pour l'ensemble des agents (47 ans et 11 mois pour les agents titulaires et 38 ans et 4 mois pour les agents non titulaires) (page 14). La part des agents ayant plus de 50 ans est en légère hausse par rapport à 2016 (environ 48,4% des agents occupant un poste permanent ont 50 ans et plus).

## PYRAMIDE DES AGES - Agents TITULAIRES



L'ancienneté dans la collectivité est en moyenne de 14 ans et 2 mois parmi les agents titulaires et 5 ans et 2 mois pour les agents non titulaires. 43% des agents titulaires ont plus de 15 ans d'ancienneté dans la collectivité. Ces chiffres sont en légère hausse par rapport à l'année 2016.

La collectivité n'enregistrera pas de départ massif à la retraite en 2019, le rythme des départs prévisionnels étant de l'ordre de 6 agents à la ville et 5 au CCA. Des départs plus conséquents (environ 17 agents en 2020 et 12 agents en 2021) devraient être constatés sur la base des conditions légales de départ à la retraite actuellement applicables.

## 2) L'absentéisme

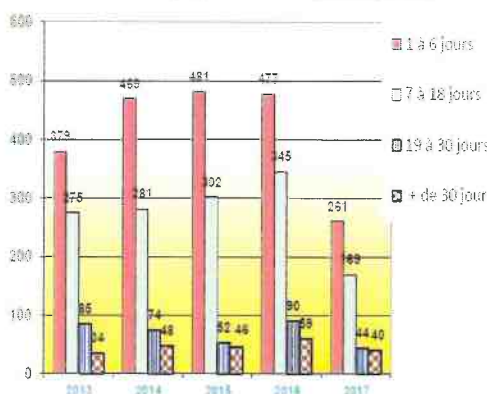
Les absences au travail s'établissent en 2017 à 14.240 jours contre 19.321 jours (dont 4.404 jours à l'EHPAD Ter et Mer en 2016). En neutralisant les chiffres de l'EHPAD, l'année 2017 est marquée par une baisse de 677 jours d'absences. Le taux d'absentéisme s'établit à 11,24% en 2017 contre 13,5% en 2016.

L'évolution des absences toutes natures d'arrêt confondues cache des disparités spécifiques à chacune des natures d'absence. Compte tenu de son poids sur l'ensemble, la maladie ordinaire détermine la tendance globale des absences, cependant, l'évolution en accident du travail est différente et affiche des caractéristiques inverses.

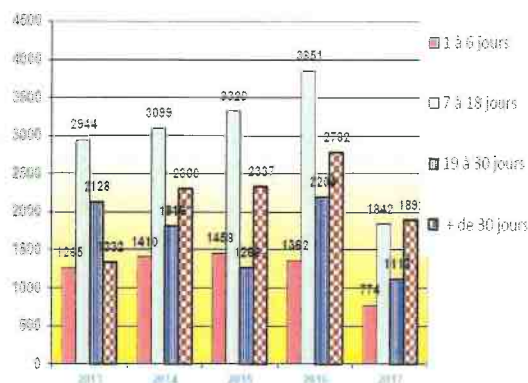
La maladie ordinaire (39,47%), les congés de longue maladie et de longue durée (33,66%) et les accidents du travail (12,93%) sont les principaux motifs d'absences au travail.

19 NOV 2018

REPARTITION DU NOMBRE D'ARRÊTS



REPARTITION DU NOMBRE DE JOURS D'ARRÊT

Durée moyenne d'un arrêt  
(en jours calendaires)Nombre de jours d'arrêt  
Nombre d'arrêts

Fréquence des arrêts

Nombre d'arrêts  
Effectif% des agents ayant eu  
au moins 1 arrêt maladieNombre d'agents ayant eu au moins un arrêt  
Effectif

|                                                    | 2017               | 2016    | 2015    | 2014    | 2013    |         |
|----------------------------------------------------|--------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Durée moyenne d'un arrêt<br>(en jours calendaires) | <u>5621</u><br>514 | 10,94   | 11,58   | 9,51    | 9,89    | 9,92    |
| Fréquence des arrêts                               | <u>514</u><br>364  | 141,21% | 218,69% | 107,09% | 179,42% | 157,11% |
| % d'agents ayant eu<br>au moins 1 arrêt maladie    | <u>183</u><br>364  | 50,27%  | 50,23%  | 58,08%  | 58,85%  | 60,51%  |

Depuis juillet 2015, la ville a recours à un marché public de mise à disposition de personnel de remplacement par une entreprise d'intérim dont le volume horaire total avoisine 30.000 heures par an. Le terme de ce marché arrivant à échéance en juillet 2019, la ville envisage de reconduire un marché d'intérim pour 4 ans pour faire face à ses besoins de remplacement de très courte durée notamment dans les métiers de l'animation et de formaliser davantage de contrats à durée déterminée pour remplacer des agents absents pour raisons de santé et en disponibilité sur des périodes longues.

La maladie ordinaire : La durée moyenne d'un arrêt (10,94 jours) et la fréquence des arrêts (1,41 arrêts par agents en 2017) sont en nette recul lié principalement au changement de périmètre mais aussi aux mesures pour limiter l'absentéisme (ex : mise en place en 2017 du complément indemnitaire annuel versé en fonction du présentéisme).

A noter que la répartition du nombre d'arrêts fait toujours apparaître une prépondérance des arrêts de moins de 6 jours (50,77% en 2017 contre 49,12% en 2016) suivie des arrêts de 7 à 18 jours (32,87% en 2017 contre 35,5 % en 2016) ;

Le taux d'absentéisme lié à la maladie ordinaire est de 4,44% en 2017 contre 7,13% en 2016

### Les accidents au travail

L'année 2017 est marquée par une baisse du nombre d'accidents de travail (20 AT avec arrêt en 2017 contre 38 en 2016 dont 7 AT à l'EHPAD Ter et Mer) mais une hausse du nombre de jours d'absence (2.097 jours en 2017 contre 1.955 jours en 2016 mais 392 jours à l'EHPAD Ter et Mer).

Le nombre d'accidents continue donc sa décrue passant de 50 accidents en 2015 avec arrêt de travail à 38 accidents en 2016 et 20 accidents en 2017.

L'analyse des données statistiques montre que les principales familles d'accident restent relativement stables d'une année sur l'autre. Ainsi, parmi les accidents, on retrouve principalement les chutes et glissades de plain-pied (27%), les efforts de soulèvement (24 %).

Les enseignements tirés de l'analyse des accidents de travail imposent de continuer à mettre en œuvre des mesures préventives et/ou correctives telles que le rappel des consignes de sécurité, la réparation et le changement des matériels, les actions de formation ou de sensibilisation. Ces actions doivent permettre d'améliorer le niveau de maîtrise des risques professionnels de la collectivité et limiter ainsi les accidents de travail.

L'analyse des statistiques montre par ailleurs que le nombre d'agents inaptes à leur fonction s'accroît chaque année notamment avec l'âge des agents. L'accompagnement des agents en situation de reclassement est un fort enjeu RH pour la collectivité visant à faciliter autant que possible leur intégration professionnelle sur des postes qui concilient leur aptitude, les compétences requises tout en tenant compte des exigences de la collectivité.

### Les congés de longue maladie, longue durée, maladie professionnelle

Après une décrue entre 2012 et 2015, la reconnaissance des arrêts en CLM/CLD ou maladie professionnelle poursuivent en 2016 et 2017 leur progression, représentant dorénavant près de 44,32% du total des jours d'arrêts constatés.

Les causes de l'absentéisme sont nombreuses et nécessitent d'examiner le rôle direct des conditions de travail (ambiance, espace, horaire, etc.) mais aussi de prendre en compte la façon dont les nouvelles exigences du travail (qualité, fiabilité, immédiateté.) viennent bouleverser les collectifs de travail et générer des pressions parfois mal vécues par les agents.

Le rapport au travail doit aussi faire l'objet d'une attention soutenue : l'engagement au travail dépend de conditions qui peuvent ne pas toujours être garanties par les systèmes de reconnaissances professionnels existants. De plus, ce sont des personnes avec leurs particularités qui s'absentent : l'âge, le degré d'usure des agents... conditionnent la propension d'un collectif à s'absenter. Enfin, les questions de conciliation des temps — entre la vie professionnelle et le hors travail — joue parfois un rôle significatif dans l'absentéisme.

C'est la raison pour laquelle, à partir du diagnostic RPS réalisé en 2017, la municipalité s'engage à mettre en place en 2018 un plan d'actions visant à améliorer la qualité de vie au travail des agents.

A noter également que l'incompatibilité des aptitudes physiques des agents avec les contraintes du poste occupé a conduit la collectivité à s'inscrire dans le dispositif mobilité du CDG afin de les accompagner dans leur démarche de reclassement professionnel.

### 3) La politique de déroulement de carrière et de rémunération

La ville poursuit sa politique équilibrée de déroulement de carrière des agents de la collectivité :

- en développant une politique d'avancement de grade destinée à dynamiser les déroulements de carrière et favoriser la motivation professionnelle des agents, notamment à travers la fixation des ratios promus-promouvables à 100%
- en définissant une politique de promotion interne maîtrisée en fonction des besoins de son organisation.
-

Cette politique s'est traduite en 2017 par :

- 88 avancements d'échelon (139 en 2016 : avancement selon un cadencement unique)
- 75 avancements de grade (31 en 2016)
- 8 promotions internes (3 en 2016)

La rémunération accessoire (régime indemnitaire) de la collectivité a fait l'objet d'une refonte du fait de la mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). La Municipalité a décidé par ailleurs d'instaurer à titre expérimental le CIA, élément facultatif du RIFSEEP pour un montant global de 50 K€.

Les agents bénéficient également d'une prime annuelle (916 € bruts pour les agents titulaires et 1 014 € bruts pour les autres catégories de personnel) versée par la ville dont le montant total s'est élevé à 315.244 € pour 337 bénéficiaires en 2017.

La ville participe enfin à hauteur de 20 €/mois à la prise en charge d'une partie de la cotisation des agents adhérents à une mutuelle labellisée pour le « maintien de salaire » en cas d'absence de plus de 3 mois. Au 31 décembre 2017, 286 agents sont adhérents au contrat prévoyance labellisé dont le financement par la ville et le CCAS a représenté environ 62.417,89 €.

En ce qui concerne les avantages en nature et les prestations sociales, la collectivité :

- participe à la pris en charge à hauteur de 50% des abonnements de transport public et autres moyens de déplacement (location de vélos...),
- adhère en matière d'action sociale au Comité National d'Action Sociales (CNAS) moyennant le versement d'une cotisation de 89.954 € (année 2017) pour permettre aux agents de la collectivité de bénéficier de prestations aussi diverses que les chèques vacances, les chèques Noël, les séjours vacances, la billetterie, les prêts... Le montant des prestations versées aux agents s'est élevé à 74.696 € (hors prêt) en 2017.

Que ce soit la participation employeur à la mutuelle prévoyance, l'aide au transport, l'action sociale..., la ville de Ploemeur propose en faveur de ses agents un bon niveau de prestations sociales complémentaires aux rémunérations versées. Celui-ci sera maintenu en 2019 et 2020.